

DÉBATS • PALESTINE

Article réservé aux abonnés

Le 22 septembre à New York, dans le cadre d'une réunion sur la Palestine au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, la France et

Michel Duclos, ancien diplomate : « La reconnaissance d'un Etat de Palestine est un levier vers un règlement pacifique »

TRIBUNE

Michel Duclos

Ancien diplomate et essayiste

L quelques autres pays – sans doute le Royaume-Uni, le Canada, la Belgique, l'Australie notamment – devraient reconnaître un Etat palestinien. Avant eux, 148 autres Etats l'ont déjà fait. Faut-il y voir un geste purement symbolique, puisqu'il ne suffit pas de « reconnaître » un Etat pour qu'il existe réellement ? Si tel est le cas, on comprend mal la fureur que déclenche ce développement de la part du gouvernement israélien et d'une partie de l'administration américaine, dont l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

Dans une tribune au « Monde », Michel Duclos s'interroge sur les conséquences possibles de la « déclaration de New York », adoptée le 12 septembre par l'Assemblée générale de l'ONU, qui plaide pour une solution à deux Etats. Pour lui, ce texte n'est pas une fin en soi mais une étape supplémentaire d'un long processus diplomatique.

Publié le 18 septembre 2025 à 11h00 | Lecture 3 min.

Lire aussi |  [Israël-Palestine : l'Assemblée générale de l'ONU adopte une déclaration relançant la solution à deux Etats, sans le Hamas](#)

On sait que si la conférence se déroule comme prévu, il s'agira de l'aboutissement d'une initiative prise au début de l'année par l'Arabie saoudite et la France. Corrigeons aussitôt ce que nous venons d'écrire : il faut précisément éviter de considérer cette initiative franco-saoudienne comme se résumant à la reconnaissance d'un Etat de Palestine... et la conférence de New York comme son aboutissement. Il s'agit plutôt d'un processus, dans lequel la reconnaissance d'un Etat sert de levier

pour atteindre d'autres objectifs, une démarche pour contribuer à réunir les conditions d'un règlement pacifique.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

L'initiative franco-saoudienne – due à Emmanuel Macron et à Mohammed Ben Salman [*prince héritier du royaume saoudien*] – a d'ores et déjà permis d'obtenir certains résultats. L'Autorité palestinienne a promis de procéder à des élections générales, pour la première fois depuis deux décennies, dans un délai d'un an. Elle a également arrêté les versements mensuels aux familles de terroristes et engagé de premières réformes. Une réunion ministérielle préparatoire, tenue le 29 juillet à New York, a elle aussi conduit à un changement de position notable des principaux pays arabes, parmi lesquels l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis. Le 12 septembre, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à une solide majorité la déclaration dite « de New York », qui prévoit explicitement que le Hamas quitte la bande de Gaza et rende ses armes à l'Autorité palestinienne.

Mise au ban du Hamas

Lorsque Nétanyahou et d'autres prétendent que la reconnaissance d'un Etat palestinien équivaldrait à « récompenser le Hamas », ils font un contresens. La mise au ban du Hamas par les Arabes est justement une retombée de l'initiative franco-saoudienne. Quant à la critique accusant les promoteurs de cette initiative d'antisémitisme, la même accusation infamante avait été adressée à la France par les néoconservateurs américains lorsque Paris s'était opposé, en 2003, à l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis. Pour éviter toute polémique, on est tenté de se réfugier derrière la formule de Talleyrand : « *Tout ce qui est excessif est insignifiant.* »

Lire aussi |  [Nétanyahou accuse Macron de nourrir l'antisémitisme en appelant à la reconnaissance internationale de l'Etat palestinien](#)



Cependant, la roue meurtrière du conflit continue de tourner. Israël a frappé à Doha la direction politique du Hamas, sapant un peu plus tout espoir de paix. Gaza brûle. Cela rend d'autant plus important qu'un grand nombre d'Etats rejoigne l'initiative franco-saoudienne afin de consolider les premiers acquis de celle-ci, mais aussi afin d'aller plus loin.

Une pression continue sera nécessaire pour que l'Autorité palestinienne se reforme vraiment. Il va aussi de soi que des élections en Palestine ne seront pas possibles tant que le conflit perdure. Leur tenue suppose donc un cessez-le-feu, probablement dans le cadre de négociations incluant la libération des otages israéliens honteusement détenus et odieusement maltraités par le Hamas. D'autres mesures seraient nécessaires, telle la libération de Marwan Barghouti des geôles israéliennes. Il est vraisemblable que sa participation à des élections panpalestiniennes constitue une condition-clé pour qu'un nouveau leadership palestinien, plus capable de décisions courageuses, apparaisse.

Lire aussi |  [« Une libération de Marwan Barghouti par Israël serait essentielle pour avancer vers la paix et une solution à deux Etats »](#)



Il faut l'admettre : comme en 2003 au moment de l'opposition française à l'invasion de l'Irak, la diplomatie française, en conjonction cette fois avec l'Arabie saoudite, a su cristalliser le quasi-consensus de la communauté internationale. Pourtant, rien de concret ne sera possible si Israël ne change pas sa politique, avec Benjamin Nétanyahou à sa tête ou à la suite d'élections générales avec un nouveau leadership.

Convaincre Donald Trump

L'autre réalité est que seule l'administration Trump est en mesure d'arrêter le bras de Nétanyahou. Donald Trump a montré, par exemple dans le cas de la Syrie, qu'il était capable de surmonter les préjugés de sa propre administration. Peut-il faire de même dans le cas de la Palestine ? Le président américain a paru jusqu'ici peu sensible au sort des Palestiniens, même s'il n'aime pas, de manière générale, le recours à la force. Comment le convaincre d'ouvrir les yeux ?

Outre ses projets mirifiques de « Riviera » à Gaza, Donald Trump paraît attaché à poursuivre son initiative de normalisation des relations diplomatiques entre les Etats arabes et Israël : c'est ce que l'on appelle les « accords d'Abraham ». Il est évident que l'Arabie saoudite et d'autres ne pourront franchir le pas d'une reconnaissance d'Israël si un minimum n'est pas fait en direction de la Palestine. En conséquence, au lieu de combattre l'initiative franco-saoudienne, l'administration américaine devrait considérer qu'il y a en réalité convergence entre cette dernière – et tout ce qui favorise la paix dans la région – et les accords d'Abraham.

Lire aussi |  [Donald Trump provoque la sidération en envisageant un contrôle américain de la bande de Gaza](#)



Quelle est l'alternative à un tel effort conjugué vers un règlement ? Que le gouvernement israélien s'enferme dans une politique d'annihilation de Gaza et de domination par la force de son voisinage, notamment la Cisjordanie, le Liban, une partie de la Syrie, voire le Golfe. Peut-on sérieusement croire qu'une telle stratégie assurerait vraiment la sécurité d'Israël ? Redoutons au contraire qu'elle ne dresse contre lui les Etats de la région, ternisse encore plus l'image de l'Etat hébreu, divise encore davantage l'opinion israélienne, et finalement stimule le terrorisme que le gouvernement israélien prétend combattre.

Michel Duclos (Ancien diplomate et essayiste)

Le Monde Ateliers

Découvrir



Cours du soir

De l'art de juger : dans les coulisses des procès

Cours du soir

Le Proche-Orient, de après le 7 octobre